

Mars 2015



# *Mise à jour des données produites dans le cadre des diagnostics IMPL 1,2, 3 et 4*

*Note de synthèse*



## Sommaire

<i>INTRODUCTION</i> .....	3
<i>I. LES MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT</i> .....	4
1. Point méthodologique .....	4
2. Les territoires des sessions 1 & 2 .....	6
3. Les territoires des sessions 3 & 4 .....	7
4. Conclusion .....	9
<i>II. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</i> .....	10
1. Dynamisme et profil des tissus productifs .....	10
2. Orientation présentielle et non présentielle des tissus productifs .....	13
3. Une vision plus fine de la structure économique des territoires : identification des secteurs d'activité « mixtes » .....	17
4. L'économie présentielle de production et de service .....	21
<i>III. COHÉSION SOCIALE</i> .....	25
1. Une approche synthétique du niveau de précarité observé dans les territoires .....	25
2. Une analyse synthétique du fonctionnement des marchés du travail locaux .....	26
3. Dynamique et distribution du revenu .....	31
<i>ANNEXES</i> .....	35
<i>CONTACT</i> .....	38

## Introduction

La vocation de cette note est de présenter une mise à jour des données mobilisées pour la réalisation des diagnostics socio-économiques des territoires ayant participé aux quatre premières sessions IMPL organisées entre 2012 et 2014. Il s'agit de proposer un socle de données homogènes établi suivant une méthodologie identique, à savoir celle proposée pour la dernière session qui s'est tenue en décembre 2014 sur les territoires dits « atypiques » du Genevois Français.

Vingt territoires ont participé à ces quatre premières sessions. Ils ont pu assister à une restitution de leur diagnostic à quatre dates différentes :

- les territoires de la session 1 - CDDRA du Faucigny, du Haut Bugey, du Pays du Bugey, du Parc des Bauges et du Pays de l'Ardèche Méridionale - ont assisté à une restitution de leur diagnostic le 27 avril 2012 ;
- les territoires de la session 2 - CDDRA des Monts du Lyonnais, du Pays du Mont Blanc, du Pays Roannais et les CA des Portes de l'Isère et de Saint Etienne - ont assisté à une restitution de leur diagnostic le 28 mars 2013 ;
- les territoires de la session 3 - CDDRA du Pays de la Maurienne, de l'Ouest Lyonnais, du Royans Vercors, du Sud Grésivaudan et la CA du Lac du Bourget - ont assisté à une restitution de leur diagnostic le 7 février 2014 ;
- les territoires de la session 4 - CDDRA de la Plaine de l'Ain, des Dombes, du Diois, du Forez et la CU du Grand Lyon - ont assisté à une restitution de leur diagnostic le 11 avril 2014.

La note s'organise de manière relativement simple. Les données sont traitées, comme dans les diagnostics, par grandes thématiques - moteurs du développement, développement économique et cohésion sociale – et éventuellement sous-rubriques (précarité, chômage et revenus dans la rubrique cohésion sociale). Chaque sous-rubrique (à l'exception de celles relatives au traitement des données sur les moteurs du développement) est ensuite organisée en deux paragraphes distincts :

- le premier paragraphe, intitulé « Comment lire et interpréter ces données ? », apporte un éclairage strictement méthodologique et interprétatif des données ;
- le second paragraphe, intitulé « On remarquera », présente les principales informations à retenir à la lecture des données mises à jour.

## I. Les moteurs du développement

### 1. Point méthodologique

D'importants changements dans la méthodologie d'estimation des moteurs du développement sont intervenus au fil des sessions :

- les données produites dans le cadre des deux premières sessions portaient sur l'année 2006, celles produites pour les deux dernières 2010 ;
- compte tenu de l'évolution des sources, la méthode d'estimation a du évoluer entre 2006 et 2010 ;

Nous sommes cependant aujourd'hui en mesure de proposer une estimation homogène et définitive des moteurs du développement de ces 20 territoires pour l'année 2010.

Le protocole d'estimation des flux de revenus captés par les territoires (moteurs du développement) n'est pas aisé car il dépend d'une multitude de sources qui présentent des délais de publication et de mise à jour extrêmement divers. Ce d'autant plus que d'une année sur l'autre, les méthodes d'estimation des données peuvent sensiblement évoluer sans qu'il n'y ait de rétropolation<sup>1</sup>, ce qui interdit ou tout au moins rend délicat les comparaisons temporelles.

Nous avons donc été contraints d'effectuer des changements méthodologiques entre 2006 et 2010 lors de la réalisation des diagnostics réalisés pour les territoires ayant participé aux sessions 3 & 4 en raison :

- **de l'évolution des sources** : le fichier DADS publié par l'Insee qui nous permettait d'avoir des données sur les seuls salaires des fonctions publiques territoriale et hospitalière en 2006 a intégré les salaires de la fonction publique d'État en 2010 (nous avons été contraint de mobiliser une source différente et très imparfaite en 2006 pour évaluer les salaires de la fonction publique d'État) ;
- **de l'intégration dans nos estimations pour 2010 de nouvelles données** que nous n'avions pu intégrer dans nos estimations 2006 faute de source adaptée : il s'agit ici des revenus "dortoirs" frontaliers liés à l'exercice d'une activité professionnelle de l'autre côté de la frontière pour un certain nombre d'actifs des territoires rhônalpins ;

---

<sup>1</sup> L'exercice de rétropolation consisterait à par exemple recalculer une donnée publiée en 2008 avec la nouvelle méthode de calcul utilisée pour 2010 afin de les rendre homogène et comparable.

- **de l'absence de mise à jour ou de la mise à jour partielle de certaines données au moment de la réalisation des diagnostics des territoires des sessions 3 et 4 :**
- l'Insee et le Ministère du Tourisme n'avaient publié aucune mise à jour des données relatives aux dépenses touristiques depuis 2006. Nous avons donc été contraints d'intégrer de manière conventionnelle dans nos estimations 2010 le montant des dépenses touristiques 2006. Ce qui revenait à considérer que ces dernières n'avaient subi aucune évolution sur la période ;
- les données 2010 sur les revenus agricoles, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les revenus fonciers et les revenus des capitaux mobiliers n'avaient pas encore été publiées par la Direction Générale des Impôts (DGI). Nous avons donc été contraints d'intégrer dans nos estimations 2010 les données portant sur l'année 2009, impératif introduisant un biais certes beaucoup plus marginal ;

Ces difficultés nous avaient donc contraints à publier des estimations que nous avons qualifiées de semi-définitives pour les sessions 3 et 4 de l'IMPL.

Depuis la fin de l'été 2014, nous disposons enfin des données mises à jour par l'Insee sur les dépenses touristiques pour l'année 2011 (élaborées cependant suivant un protocole radicalement différent de celui utilisé en 2006) et des données de la DGI pour l'année 2010. Nous avons donc pu procéder à une estimation définitive (et non plus semi-définitive) des données pour l'ensemble des territoires ayant participé à l'IMPL.

Ce qui est une bonne nouvelle n'en constitue pas moins un nouvel élément de complication. La méthode d'estimation des données pour l'année 2010 étant assez différente de celle utilisée pour l'année 2006 (en raison de l'évolution des sources DADS et sur les dépenses touristiques) rend impossible toute analyse diachronique fine des résultats (comme par exemple observer l'évolution en % des revenus publics ou des dépenses touristiques entre les deux dates). Cette difficulté n'interdit pas cependant, moyennant une certaine prudence et modération dans l'interprétation, d'effectuer une mise perspective des modèles de développement des territoires à ces deux périodes.

Les données présentées ci-dessous présentent donc :

- un caractère doublement innovant pour les territoires ayant participé aux sessions 1 & 2 puisque la méthode d'estimation demeure différente et surtout, les données portent sur l'année 2010 ;

- un caractère plus modérément innovant pour les territoires des sessions 3 & 4 qui disposeront de données définitives et non plus semi-définitives.

## 2. Les territoires des sessions 1 & 2

### a. Structure des moteurs du développement 2010

Ces données n'appellent pas de commentaires particuliers.

### Structure des moteurs du développement en 2010 des territoires ayant participé aux sessions 1 & 2 de l'IMPL

	Base productive exportatrice	Base publique	Base sociale	Base résidentielle	Pension de retraite	Dépenses touristiques	Revenus des capitaux et fonciers	Revenus "dortoirs"
CDDRA du Faucigny	18,6%	4,2%	12,4%	64,9%	15,1%	33,7%	2,8%	13,3%
CDDRA du Haut Bugey	34,5%	7,7%	18,5%	39,3%	22,7%	8,7%	3,1%	4,8%
CDDRA du Pays du Bugey	17,8%	8,4%	16,5%	57,3%	26,2%	20,1%	2,3%	8,7%
CDDRA du Parc des Bauges	11,7%	4,8%	11,8%	71,7%	19,1%	32,8%	3,6%	16,2%
CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	4,8%	3,3%	9,1%	82,8%	16,2%	54,6%	1,8%	10,3%
CDDRA du Mont Blanc	7,1%	4,5%	8,3%	80,2%	11,8%	60,5%	2,8%	5,1%
CDDRA du Roannais	21,5%	10,3%	19,1%	49,1%	32,7%	9,7%	3,1%	3,6%
CDDRA des Monts du Lyonnais	21,1%	6,0%	19,2%	53,7%	24,7%	7,9%	1,7%	19,4%
CA des Portes de l'Isère	18,2%	5,7%	18,9%	57,2%	20,3%	4,7%	2,8%	29,4%
CA de Saint Etienne	22,4%	13,3%	20,7%	43,7%	33,2%	4,0%	4,1%	2,4%

Source : Estimations définitives OPC

### b. Modèle de développement 2010

On observera que seulement trois territoires semblent avoir subi une évolution de leur modèle de développement entre 2006 et 2010 :

- le CDDRA du Faucigny a vu passer son modèle d'un profil "productivo-touristique" à un modèle plus spécifiquement "touristique" entre 2006 et 2010. Deux hypothèses, qui sans doute se combinent bien plus qu'elles ne s'opposent, peuvent expliquer cette mutation :
  - o les méthodes développées par l'Insee et le Ministère du tourisme en 2006 sous-évaluaient le montant des dépenses touristiques<sup>2</sup>. Ce qui mécaniquement augmentait le poids relatif des revenus productifs exportateurs à cette époque ;
  - o la crise, particulièrement violente dans le Faucigny compte tenu du profil très industriel de son système productif, a porté un coup sensible aux revenus

<sup>2</sup> C'est d'ailleurs ce qui a motivé le changement de méthode.

productifs exportateurs dont le poids relatif est mécaniquement devenu moins important.

- le CDDRA du Pays du Bugey est le territoire qui aurait subi la plus profonde mutation passant d'un modèle de type "productivo-public-social" et "touristique" en 2006 à un modèle purement "touristique". En dépit de la crise qui a pu affecter le système productif concurrentiel du territoire et de facto altérer le poids de ses revenus productifs exportateurs, nous restons sceptique sur la possible altération du poids des revenus publics (à moins que la fermeture d'une entreprise publique n'ait eu lieu sur la période) et surtout des revenus sociaux (dont le poids relatif aurait dû croître assez mécaniquement avec l'altération des revenus productifs exportateurs). Il nous semble donc plus prudent d'interpréter cette évolution comme un artefact statistique lié à l'évolution de la méthode d'estimation entre 2006 et 2010 ;
- la CA des Portes de l'Isère qui a subi une certaine détérioration de son modèle de développement entre 2006 et 2010 marquée par un accroissement du poids relatif des transferts sociaux pouvant être la marque tout à fait cohérente d'un accroissement des difficultés sociales depuis l'entrée en récession.

### Modèle de développement en 2010 des territoires ayant participé aux sessions 1 & 2 de l'IMPL

	Modèle de développement 2010	Modèle de développement 2006
CDDRA du Faucigny	<i>Touristique</i>	<i>Productivo-touristique</i>
CDDRA du Haut Bugey	Productivo-social	Productivo-social
CDDRA du Pays du Bugey	<i>Touristique</i>	<i>Productivo-public-social (tourisme)</i>
CDDRA du Parc des Bauges	Touristico-dortoir	Touristico-dortoir
CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	Touristique	Touristique
CDDRA du Mont Blanc	Touristique	Touristique
CDDRA du Roannais	Productivo-public-social	Productivo-public-social
CDDRA des Monts du Lyonnais	Productivo-social-dortoir	Productivo-social-dortoir
CA de Saint Etienne	Productivo-public-social	Productivo-public-social
CA des Portes de l'Isère	<b>Productivo-social-dortoir</b>	<b>Productivo-dortoir</b>

Source : Estimations définitives OPC

Note : Mise en perspective effectuée à partir de la moyenne des communautés d'agglomération pour les CA de Saint Etienne et de la CAPI et des zones d'emploi françaises pour les autres territoires

### 3. Les territoires des sessions 3 & 4

#### a. Structure des moteurs du développement 2010

Ces données n'appellent pas de commentaires particuliers si ce n'est que les résultats définitifs restent très proches des résultats semi-définitifs.

## Structure des moteurs du développement en 2010 des territoires ayant participé aux sessions 3 & 4 de l'IMPL

	Base productive exportatrice	Base publique	Base sociale	Base résidentielle	Pension de retraite	Dépenses touristiques	Revenus des capitaux et fonciers	Revenus "dortoirs"
CDDRA Royan Vercors	6,4%	5,4%	9,0%	79,3%	14,0%	50,9%	1,6%	12,8%
CDDRA Sud Grésivaudan	18,8%	8,9%	17,7%	54,5%	26,1%	9,0%	2,4%	17,0%
CDDRA Pays de Maurienne	10,1%	5,5%	9,5%	74,9%	14,9%	55,1%	2,0%	2,9%
CDDRA Ouest Lyonnais	14,0%	4,4%	15,1%	66,5%	22,4%	3,3%	3,7%	37,2%
CA du Lac du Bourget	11,8%	5,2%	12,4%	70,6%	23,6%	25,3%	4,4%	17,4%
CDDRA Plaine de l'Ain	20,8%	5,6%	17,2%	56,3%	22,8%	7,4%	3,5%	22,7%
CDDRA Pays du Forez	17,6%	7,3%	17,4%	57,7%	26,1%	10,3%	3,5%	17,9%
CDDRA Dombes	14,8%	4,7%	15,4%	65,1%	20,0%	13,1%	3,3%	28,7%
CDDRA du Diois	5,5%	4,3%	7,7%	82,4%	14,3%	65,2%	1,2%	1,7%
CU du Grand Lyon	27,8%	9,0%	18,5%	44,7%	26,8%	6,0%	4,5%	7,4%

Source : Estimations définitives OPC

### b. Modèle de développement 2010

On relèvera qu'à l'exception de la CU de Lyon et le CDDRA du Diois (pour lesquels la publication des données définitives affirme la dimension touristique de la 1<sup>ère</sup> et gomme la dimension publique du second au regard des estimations provisoires), aucun territoire n'a enregistré une évolution de son modèle entre la publication des données semi-définitives et définitives. Les changements méthodologiques intervenus ne génèrent donc au final qu'un impact très marginal.

### Modèle de développement en 2010 des territoires ayant participé aux sessions 3 & 4 de l'IMPL

	Modèle 2010 (estimations provisoires)	Modèle 2010 (estimations définitives)
CDDRA Royan Vercors	Touristico-dortoir	Touristico-dortoir
CDDRA Sud Grésivaudan	Dortoir	Dortoir
CDDRA Pays de Maurienne	Touristique	Touristique
CA du Lac du Bourget	Touristique	Touristique
CDDRA Ouest Lyonnais	Dortoir	Dortoir
CDDRA Plaine de l'Ain	Productivo-social-dortoir	Productivo-social-dortoir
CDDRA Pays du Forez	Social-dortoir	Social-dortoir
CDDRA du Diois	Publico-touristique	Touristique
CDDRA Dombes	Dortoir	Dortoir
CU du Grand Lyon	Productif (tourisme)	Productivo-touristique

Source : Estimations définitives OPC

Note : Mise en perspective effectuée à partir de la moyenne des communautés de communes françaises pour le Diois, des communautés d'agglomération françaises pour la CALB, des CU françaises pour la CU de Lyon et de la moyenne des ZTRA rhônalpins pour les autres territoires



#### 4. Conclusion

Deux principaux enseignements peuvent être tirés de la publication des données définitives sur les moteurs du développement 2010 des territoires IMPL.

Un enseignement de fond tout d'abord. Bien qu'il faille être prudent dans l'interprétation des résultats compte tenu des changements de méthode appliqués entre 2006 et 2010, ce qui frappe tout d'abord reste l'étonnante stabilité, comme nous l'avions supposée, des modèles de développement des territoires, ce en dépit de la très violente crise économique qui nous affecte depuis 2008.

Un enseignement de forme enfin, qui confine presque à l'évidence. Il apparaît comme impératif de prolonger ce type d'investigations et plus spécifiquement de procéder à une rétopolation des estimations 2006. C'est-à-dire opérer dans la mesure du possible (certaines données utilisées en 2010 n'existant pas en 2006) un recalcul des données 2006 en appliquant la méthode d'estimation de 2010 afin de pouvoir procéder à une analyse plus fine de la dynamique de chacun des moteurs du développement des territoires. Il serait dès lors possible, au-delà de travailler sur la seule question de la mutation des modèles de développement, c'est-à-dire leur éventuel changement de nature (passage d'un modèle productif à un modèle social par exemple...), d'analyser leur évolution et leur degré de sensibilité aux phénomènes de cycle, particulièrement aux phases récessives.

## II. Développement économique

### 1. Dynamisme et profil des tissus productifs

#### a. Le dynamisme de l'emploi salarié privé au gré des différents cycles économiques observés durant la « Grande Récession »

##### **Avertissement :**

*Nous avons constaté lors de cet exercice de mise à jour que les statistiques publiées par l'URSSAF (et anciennement l'Unedic) sur l'emploi salarié privé **portant sur une même année n'étaient pas toujours strictement identiques suivant leur date de publication.** Bien qu'étant toujours en attente d'une confirmation de la part des services des URSSAF<sup>3</sup>, nous pensons que l'existence de ce biais peut s'expliquer pour la raison suivante. Le mode de recensement des établissements affiliés, et donc de comptage de l'emploi salarié privé, a évolué au cours du temps. Par exemple, entre la publication des fichiers portant sur la période 2008-2012 en juin 2013 et ceux portant sur la période 2008-2013 publiés en juin 2014, le périmètre des établissements retenus a effectivement évolué<sup>4</sup>. Alors que dans les données publiées en 2013, seuls les établissements ayant déclaré au moins un salarié au 31/12 étaient dénombrés, seuls étaient dans les publications de 2014 les établissements ayant déclaré de la masse salariale au quatrième trimestre 2013. Si les biais introduits demeurent assez peu significatifs à un niveau agrégé (l'emploi salarié total par exemple), ils peuvent générer dans certains cas un certain nombre d'incohérences (comme l'observation de tendances contradictoires sur une même période) aux niveaux sectoriels les plus fins (à la NAF700).*

##### **Comment lire et interpréter ces données ?**

La « grande récession » est ici décomposée au gré des cycles observés entre 2008 et 2013 :

- Le cycle 2008-2009 correspond au premier choc enregistré à la suite de la faillite de Lehman Brothers et le déclenchement de la crise financière internationale : cette phase a été particulièrement violente en matière de destructions d'emplois (-2,3 % de baisse enregistrée en province) ;
- Le cycle 2009-2011 correspond à une période de reprise et d'amélioration de la conjoncture internationale jusqu'à l'explosion de la crise des dettes souveraines. Les

<sup>3</sup> Afin d'y voir plus clair, nous avons effectivement adressé par mail (seul moyen d'échange existant avec les services en charge de la gestion de la base de données) une demande de clarification aux services des URSSAF. Mail resté à ce jour sans réponse.

<sup>4</sup> Au regard de l'importance des biais observés, il est probable qu'il ait plus encore évolué entre le moment où l'Unedic était en charge du fichier et celui où l'URSSAF l'a récupéré.

créations d'emploi ont été relativement bonnes durant cette période (+1,6 % en province) ;

- Le cycle 2011-2013 correspond, suite à l'explosion de la crise des dettes souveraines, à un nouveau cycle récessif marqué par une intense diminution de l'emploi (-1,2 % en province).

**On remarquera :**

- 9 territoires ont enregistré une diminution de leurs effectifs salariés privés durant cette période, particulièrement les territoires au profil très industriel du Sud Grésivaudan, du Faucigny, du Pays du Bugey, de Saint Etienne et du Haut Bugey (qui enregistrent des baisses supérieures à - 5 %) ;
- Malgré la crise, certains territoires ont remarquablement bien tiré leur épingle du jeu avec des croissances de leurs effectifs salariés privés tout à fait remarquables (CALB et Ouest Lyonnais) ;
- Aucun territoire n'est sorti indemne du premier choc récessif de 2008-2009 ;
- Seuls deux territoires n'ont pas profité de la reprise de 2009-2011 (Sud Grésivaudan et Royan Vercors) ;
- 9 territoires en revanche ont tenu bon lors de la nouvelle entrée en récession entre 2009 et 2011 (Dombes, Forez, Diois, Lyon) ou ont même enregistré une forte progression de leurs effectifs (Mont Blanc, CALB et Ouest Lyonnais).

**Évolution de l'emploi salarié privé des territoires au gré des cycles de la « grande récession » (2008-2013)**

Session IMPL	Territoire	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
3	Sud Grésivaudan	-412	-51	-334	-797	-4,9%	-0,6%	-4,2%	-9,4%
1	CDDRA du Faucigny	-2 035	903	-719	-1 851	-9,4%	4,6%	-3,5%	-8,6%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-620	288	-463	-795	-5,7%	2,8%	-4,4%	-7,3%
2	CDDRA de Saint Etienne	-5 902	1 473	-3 184	-7 613	-4,7%	1,2%	-2,6%	-6,1%
1	CDDRA du Haut Bugey	-993	252	-379	-1 120	-4,7%	1,2%	-1,8%	-5,3%
3	CDDRA Royan Vercors	-147	-11	-1	-159	-3,7%	-0,3%	0,0%	-4,0%
3	Pays de Maurienne	-269	179	-412	-502	-2,1%	1,4%	-3,3%	-3,9%
2	CDDRA du Roannais	-1 326	950	-1 090	-1 466	-3,5%	2,6%	-2,9%	-3,9%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méri.	-287	558	-492	-221	-1,3%	2,5%	-2,2%	-1,0%
4	CDDRA Dombes	-325	289	78	42	-2,4%	2,2%	0,6%	0,3%
4	CDDRA Pays du Forez	-583	933	-153	197	-1,9%	3,2%	-0,5%	0,7%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	-1 150	2 038	-314	574	-3,2%	5,8%	-0,8%	1,6%
4	CDDRA du Diois	3	14	13	30	0,2%	1,0%	0,9%	2,1%
4	CU du Grand Lyon	-10 198	17 492	3 884	11 178	-1,9%	3,4%	0,7%	2,1%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	-84	222	36	174	-1,1%	3,1%	0,5%	2,4%

2	CDDRA du Mont Blanc	-384	180	701	497	-2,0%	0,9%	3,6%	2,5%
1	CDDRA du Parc des Bauges	-197	418	95	316	-1,9%	4,2%	0,9%	3,1%
2	CDDRA de la CAPI	-311	1 281	335	1 305	-0,9%	3,5%	0,9%	3,6%
3	CALB	-129	706	340	917	-0,7%	4,1%	1,9%	5,2%
3	Ouest Lyonnais	-341	1 356	962	1 977	-1,2%	5,0%	3,4%	7,1%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>-50 915</b>	<b>53 395</b>	<b>335</b>	<b>2 815</b>	<b>-2,7%</b>	<b>2,9%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,2%</b>
	<b>Province</b>	<b>-305 616</b>	<b>210 928</b>	<b>-156 465</b>	<b>-251 153</b>	<b>-2,3%</b>	<b>1,6%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-1,9%</b>

Source : URSSAF

#### b. L'impact de la structure du tissu productif dans le dynamisme de l'emploi salarié privé durant la dernière récession (2008-2013)

##### Comment lire et interpréter ces données ?

L'analyse structurelle-résiduelle permet d'estimer la part d'une évolution imputable à des dynamiques sectorielles globales, et ainsi de distinguer la part liée à une dynamique territoriale spécifique.

A partir de l'évolution de l'emploi par secteur dans une zone de référence (la France métropolitaine), on détermine la progression théorique de l'emploi sur la période 2008-2013, en appliquant aux effectifs salariés en début de période les taux de croissance de référence, secteur par secteur. L'évolution ainsi obtenue est nommée effet de structure. L'écart avec l'évolution de l'emploi réellement observée constitue l'effet résiduel. Ce résidu recouvre un ensemble de facteurs qui ont trait aux spécificités locales (répartition par catégorie socio-professionnelle, taille de l'entreprise...).

##### On remarquera :

- Seulement 6 territoires ont enregistré une croissance résiduelle – c'est-à-dire liée uniquement au dynamisme intrinsèque de leur tissu productif – négative ;
- Seulement 3 territoires n'ont pas été pénalisés par leur orientation sectorielle en matière de création d'emplois ;
- Seul le Diois combine une orientation sectorielle et un dynamisme intrinsèque positif ;
- Au global, le dynamisme des territoires semble bien plus lié à leur dynamisme intrinsèque qu'à leur orientation sectorielle (effet structurel)

## Évolution structurelle-résiduelle de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2013

Session IMPL	Territoire	Evolution réelle		Evolution structurelle		Evolution résiduelle	
2	CDDRA de Saint Etienne	-7613	-6,1%	-3067	-2,4%	-4546	-3,6%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méri.	-221	-1,0%	289	1,3%	-510	-2,3%
3	Sud Grésivaudan	-797	-9,4%	-416	-4,9%	-381	-4,5%
3	Pays de Maurienne	-502	-3,9%	-212	-1,7%	-290	-2,3%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-795	-7,3%	-525	-4,9%	-270	-2,5%
3	CDDRA Royan Vercors	-159	-4,0%	52	1,3%	-211	-5,3%
4	CDDRA du Diois	30	2,1%	16	1,1%	14	0,9%
1	CDDRA du Faucigny	-1851	-8,6%	-1878	-8,7%	27	0,1%
2	CDDRA du Roannais	-1466	-3,9%	-1551	-4,1%	85	0,2%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	174	2,4%	-252	-3,4%	426	5,8%
4	CDDRA Dombes	42	0,3%	-454	-3,4%	496	3,7%
2	CDDRA du Mont Blanc	497	2,5%	-13	-0,1%	510	2,6%
1	CDDRA du Haut Bugey	-1120	-5,3%	-1670	-7,9%	550	2,6%
1	CDDRA du Parc des Bauges	316	3,1%	-308	-3,0%	624	6,2%
3	CALB	917	5,2%	-200	-1,1%	1117	6,4%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	574	1,6%	-1092	-3,0%	1666	4,6%
4	CDDRA Pays du Forez	197	0,7%	-1496	-5,0%	1693	5,7%
2	CDDRA de la CAPI	1305	3,6%	-804	-2,2%	2109	5,8%
3	Ouest Lyonnais	1977	7,1%	-453	-1,6%	2430	8,8%
4	CU du Grand Lyon	-2053	-0,7%	-5081	-1,7%	3028	1,0%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

## 2. Orientation présentielle et non présentielle des tissus productifs

### a. Le poids de l'économie présentielle et non présentielle dans l'emploi

#### Comment lire et interpréter ces données ?

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et non-présentielle, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités non-présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

**On remarquera :**

- La part des emplois présentsiels en Rhône Alpes est sensiblement inférieure à celle observée en moyenne en province (de presque 2 points), ce qui traduit la dimension plutôt concurrentielle des tissus productifs rhônalpins ;
- 11 territoires présentent une part en emplois présentsiels inférieure à la moyenne régionale et 15 inférieure à la moyenne de province ;
- Quatre territoires présentent un profil « hyper-présentiel » avec une part en emploi de ce type supérieure à 70 % (Mont Blanc, Royan Vercors, Maurienne et Ardèche Méridionale)
- Dans l'ensemble, et à l'exception de la CALB, le poids de l'emploi présentsiel a sensiblement augmenté entre 1975 et 2011 (+ 15,9 points en province et +14,4 points en Rhône Alpes), symptôme de la dimension de moins en moins exportatrice et concurrentielle de nos économies locales ;

**Part de l'emploi présentsiel dans l'emploi total en 1975 et 2011 (en %)**

Session IMPL	Territoire	Part de l'emploi présentsiel 1975	Part de l'emploi présentsiels 2011	Evo. part (en points)
2	CDDRA du Mont Blanc	71,6%	81,2%	9,6
3	CDDRA Royan Vercors	59,2%	80,4%	21,2
3	Pays de Maurienne	56,9%	75,4%	18,5
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	50,7%	71,7%	21,1
4	CDDRA du Diois	53,6%	69,2%	15,6
2	CDDRA de Saint Etienne	46,7%	65,5%	18,7
3	CALB	65,3%	64,5%	-0,8
2	CDDRA du Roannais	36,9%	63,4%	26,5
1	CDDRA du Parc des Bauges	39,6%	63,2%	23,6
4	CU du Grand Lyon	52,5%	61,9%	9,4
4	CDDRA Pays du Forez	36,2%	61,8%	25,6
1	CDDRA du Pays du Bugey	45,1%	61,7%	16,6
3	Sud Grésivaudan	36,1%	59,9%	23,8
4	CDDRA Dombes	43,6%	57,4%	13,8
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	36,3%	57,1%	20,7
3	Ouest Lyonnais	45,8%	56,4%	10,6
2	CDDRA de la CAPI	41,1%	56,0%	14,8
4	CDDRA Plaine de l'Ain	50,2%	52,0%	1,7
1	CDDRA du Faucigny	32,3%	49,5%	17,2
1	CDDRA du Haut Bugey	31,3%	41,7%	10,4
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>48,7%</b>	<b>63,2%</b>	<b>14,4</b>
	<b>Province</b>	<b>50,2%</b>	<b>66,1%</b>	<b>15,9</b>

Source : Insee – Fichier Sphères économiques

## b. Évolution des emplois présentsiels et non présentsiels

### Comment lire et interpréter ces données ?

La forte augmentation du poids de l'économie présentsielle dans nos économies locales peut être liée :

- A l'augmentation rapide des emplois présentsiels sur la période ;
- À une augmentation des emplois présentsiels cumulée à une réduction des emplois non présentsiels ;
- À une augmentation modérée des emplois présentsiels cumulée à une réduction des emplois non présentsiels ;

Ces différentes combinaisons peuvent donner 5 catégories de territoires :

- Catégorie 1 – « Les territoires en amorce de mutation » : ces territoires combinent une rapide progression de leurs emplois présentsiels (supérieure aux moyennes) et une légère diminution de leurs emplois non présentsiels (inférieure aux moyennes) ;
- Catégorie 2 – « Mutation par le bas » : les territoires affectés par ce que nous appelons un processus de « mutation par le bas » qui se caractérise par une progression modérée, voire une lente progression des emplois présentsiels et une rapide réduction des emplois non présentsiels ;
- Catégorie 3 – « Stabilité » : les territoires marqués par une certaine stabilité de leur profil productif marquée par une progression modérée de leurs emplois présentsiels et une progression ou une légère baisse de leurs emplois non présentsiels ;
- Catégorie 4 – « Transformation par le haut » : les territoires qui profitent d'un processus que nous qualifions de « transformation par le haut » marquée par une hausse très rapide des emplois présentsiels combinée à une rapide progressions des emplois non présentsiels. Ces territoires profitent à la fois d'un fort dynamisme de la consommation locale et de leur tissu productif concurrentiel ;
- Catégorie 5 – « Transformation radicale » : les territoires qui enregistrent une « transformation radicale » de leur tissu productif marquée par une progression très rapide de leurs emplois présentsiels et une rapide diminution de leurs emplois non présentsiels ;

**On remarquera :**

- Un seul territoire appartient à la catégorie 1 – « En amorce de mutation » : le Faucigny ;
- 6 territoires appartiennent à la catégorie « Mutation par le bas » : Diois, Bugey, Maurienne, Saint Etienne, Royan Vercors et Roannais. Pour ces territoires, la mutation

de leur système productif s'explique plus par l'effondrement de leur économie concurrentielle que par le dynamisme spécifique de la consommation locale. Cette configuration est la plus défavorable ;

- 3 territoires présentent un profil plutôt stable : le Haut Bugey et Lyon avec un profil plutôt non présentiel et le Mont Blanc avec un profil présentiel ;
- 5 territoires bénéficient d'une « transformation par le haut » de leur tissu productif : CAPI, Plaine de l'Ain, Ouest Lyonnais, CALB et Dombes ;
- 5 territoires sont marqués par un processus de « transformation radicale » de leur tissu productif : Bauges, Monts du Lyonnais, Sud Grésivaudan, Forez et Ardèche méridionale.

#### Mise en perspective de l'évolution de l'emploi présentiel et non présentiel entre 1975 et 2011 (en valeur absolue et %)

Session IMPL	Territoire	Evo. de l'emploi présentiel 1975-2011	Evo. de l'emploi présentiel 1975-2011 (en %)	Evo. de l'emploi non présentiel 1975-2011	Evo. de l'emploi non présentiel 1975-2011 (en %)
2	CDDRA de la CAPI	18 542	240,7%	9 624	87,2%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	13 146	98,9%	11 259	85,6%
3	Ouest Lyonnais	14 107	180,4%	7 687	83,2%
3	CALB	6 402	73,0%	3 696	79,2%
4	CDDRA Dombes	7 340	119,6%	2 068	26,1%
1	CDDRA du Haut Bugey	4 284	66,1%	829	5,8%
4	CU du Grand Lyon	137 684	49,1%	4 097	1,6%
1	CDDRA du Faucigny	6 368	104,2%	-55	-0,4%
2	CDDRA du Mont Blanc	9 161	66,6%	-160	-2,9%
1	CDDRA du Parc des Bauges	6 212	124,6%	-1 093	-14,4%
4	CDDRA du Diois	1 127	63,1%	-248	-16,0%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	3 408	86,0%	-1 399	-20,1%
1	CDDRA du Pays du Bugey	3 895	55,5%	-1 769	-20,7%
3	Sud Grésivaudan	4 065	98,4%	-1 816	-24,9%
4	CDDRA Pays du Forez	16 516	113,7%	-6 425	-25,1%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	13 811	81,1%	-4 422	-26,7%
3	Pays de Maurienne	5 896	65,1%	-1 979	-28,8%
2	CDDRA de Saint Etienne	27 149	33,6%	-35 241	-38,2%
3	CDDRA Royan Vercors	1 943	53,6%	-1 140	-45,7%
2	CDDRA du Roannais	11 488	44,0%	-23 030	-51,4%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>705 317</b>	<b>74,4%</b>	<b>-33 309</b>	<b>-3,3%</b>
	<b>Province</b>	<b>5 538 917</b>	<b>68,0%</b>	<b>-1 048 827</b>	<b>-13,0%</b>

Source : Insee – Fichier Sphères économiques



### 3. Une vision plus fine de la structure économique des territoires : identification des secteurs d'activité « mixtes »

#### Comment lire et interpréter ces données ?

La lecture de la structure de spécialisation des tissus productifs locaux que nous donne la grille d'analyse proposée par l'Insee à partir du découpage en sphères présente et non présente recèle un certain nombre de biais. Effectivement, il existe en réalité toute une gamme de secteurs d'activité dont le marché peut potentiellement être local **et** extérieur au territoire. C'est ce que nous appelons les secteurs « mixtes » (cf. en annexe I la liste des secteurs d'activité classés comme mixte). Or il est intéressant de travailler sur les secteurs mixtes à double titre : d'une part, parce que leur identification implique mécaniquement une diminution de la sphère présente (au sens de l'Insee) et d'autre part, parce qu'elle nous permet d'identifier les potentialités de montée en gamme des tissus productifs locaux (c'est-à-dire des secteurs d'activité dont le marché pourrait s'étendre du local vers l'extérieur).

#### a. Le poids des secteurs d'activité présents « purs », non présents « purs » et « mixtes » dans l'économie des territoires

#### On remarquera :

- en conformité avec les éléments précédents, que la part des emplois salariés privés non présents « purs » en région Rhône Alpes demeure largement supérieure à celle observée en province (de presque 4 points) ;
- la part des emplois « mixtes » en Rhône Alpes demeure conforme à celle de province ;
- seuls 4 territoires présentent une proportion d'emplois « mixtes » supérieure aux moyennes : Haut Bugey, Plaine de l'Ain, CAPI et Grand Lyon ;
- a contrario, seuls 5 territoires présentent une proportion d'emplois salariés privés présents « purs » supérieure à celle observée en province : Royan Vercors, Mont Blanc, Diois, Maurienne et Ardèche Méridionale.

**Part des emplois salariés privés des secteurs d'activité présentsiels « purs », non présentsiels « purs » et mixte dans l'ensemble de l'emploi salarié privé en 2008 et 2013**

Session IMPL	Territoire	Emploi salarié privé présentsiel « pur » 2008	Emploi salarié privé présentsiel « pur » 2013	Emploi salarié privé « mixte » 2008	Emploi salarié privé « mixte » 2013	Emploi salarié privé non présentsiel « pur » « 2008	Emploi salarié privé non présentsiel « pur » 2013
1	CDDRA du Haut Bugey	25,5%	26,3%	18,9%	20,6%	55,5%	53,1%
1	CDDRA du Faucigny	32,6%	36,8%	12,5%	15,1%	54,9%	48,2%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	32,7%	33,9%	18,9%	19,3%	48,4%	46,9%
4	CDDRA Dombes	44,7%	46,6%	14,3%	13,2%	41,0%	40,2%
1	CDDRA du Parc des Bauges	49,3%	49,4%	9,3%	10,8%	41,5%	39,9%
3	Ouest Lyonnais	46,3%	47,0%	14,2%	13,8%	39,5%	39,2%
3	Sud Grésivaudan	41,5%	46,8%	17,0%	14,3%	41,5%	38,9%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	47,2%	50,3%	12,6%	12,1%	40,3%	37,6%
1	CDDRA du Pays du Bugey	46,8%	46,3%	16,3%	16,6%	36,9%	37,1%
2	CDDRA de la CAPI	37,6%	38,5%	24,4%	26,9%	38,0%	34,6%
4	CDDRA Pays du Forez	47,3%	49,6%	15,8%	16,0%	36,9%	34,4%
2	CDDRA du Roannais	46,4%	49,9%	16,2%	16,3%	37,4%	33,9%
2	CDDRA de Saint Etienne	48,3%	50,1%	18,0%	17,7%	33,7%	32,3%
4	CU du Grand Lyon	46,2%	47,6%	22,1%	21,9%	31,7%	30,5%
3	CALB	47,2%	51,6%	20,5%	18,6%	32,3%	29,8%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	62,3%	63,8%	11,6%	11,9%	26,1%	24,4%
3	Pays de Maurienne	59,8%	64,0%	11,6%	12,7%	28,6%	23,3%
4	CDDRA du Diois	73,7%	74,1%	11,3%	10,0%	14,9%	15,8%
2	CDDRA du Mont Blanc	73,9%	74,8%	11,9%	12,1%	14,2%	13,1%
3	CDDRA Royan Vercors	80,2%	82,2%	9,1%	7,3%	10,7%	10,4%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>47,6%</b>	<b>49,1%</b>	<b>18,4%</b>	<b>18,7%</b>	<b>34,1%</b>	<b>32,2%</b>
	<b>Province</b>	<b>51,3%</b>	<b>52,6%</b>	<b>18,7%</b>	<b>18,7%</b>	<b>30,0%</b>	<b>28,7%</b>

Source : D'après Urssaf

**b. Le dynamisme des secteurs d'activité présentsiels « purs », non présentsiels « purs » et « mixtes » dans l'économie des territoires**

**Comment lire et interpréter ces données ?**

Il est souvent fait l'hypothèse, assez largement démontrée aujourd'hui, que les secteurs d'activité présentsiels :

- profitent d'une forte dynamique en matière de création d'emploi contrairement aux secteurs d'activité non présentsiels qui tendent plutôt à en perdre ;
- demeurent moins sensibles aux aléas économiques conjoncturels.

C'est ce que nous permettent de déterminer les données figurant dans les tableaux suivants.

## Évolution des emplois salariés privés présentsiels « purs »

### On remarquera :

- 8 territoires (Plaine de l'Ain, Mont Blanc, Faucigny, Sud Grésivaudan, Royan Vercors, Haut Bugey, Saint Etienne et Bugey) ont enregistré une réduction de leurs effectifs salariés privés présentsiels « purs » entre 2008-2009, période la plus « dure » de la « Grande récession » ;
- Seuls 4 territoires (Mont Blanc, Haut Bugey, Saint Etienne et Bugey) n'ont pas enregistré une augmentation de leurs effectifs présentsiels « purs » lors de la période de reprise de 2009-2011 ;
- Sept territoires ont vu leurs effectifs présentsiels « purs » diminuer lors du cycle récessif de 2009-2011 ;
- Sur l'ensemble de la période 2008-2013, seuls 4 territoires (Bugey, Saint Etienne, Haut Bugey et Royan Vercors) ont enregistré une diminution de leurs effectifs salariés privés présentsiels « purs ».

### Évolution des emplois salariés privés des secteurs d'activité présentsiels « purs » entre 2008 et 2013

Session IMPL	Territoire	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
3	CALB	231	646	361	1 238	2,8%	7,6%	4,0%	15,0%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	2	158	158	318	0,1%	4,6%	4,4%	9,2%
3	Ouest Lyonnais	345	406	353	1 104	2,7%	3,1%	2,6%	8,6%
2	CDDRA de la CAPI	371	235	234	840	2,7%	1,7%	1,6%	6,1%
4	CDDRA Pays du Forez	30	579	199	808	0,2%	4,1%	1,3%	5,7%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	-49	606	54	611	-0,4%	5,1%	0,4%	5,1%
4	CU du Grand Lyon	93	8 703	3 615	12 411	0,0%	3,6%	1,4%	5,1%
4	CDDRA Dombes	133	77	70	280	2,2%	1,3%	1,1%	4,7%
2	CDDRA du Mont Blanc	-68	-34	643	541	-0,5%	-0,2%	4,5%	3,7%
1	CDDRA du Parc des Bauges	46	243	-122	167	0,9%	4,8%	-2,3%	3,3%
2	CDDRA du Roannais	265	394	-94	565	1,5%	2,2%	-0,5%	3,3%
1	CDDRA du Faucigny	-99	126	189	216	-1,4%	1,8%	2,7%	3,1%
3	Pays de Maurienne	83	269	-131	221	1,1%	3,5%	-1,6%	2,9%
4	CDDRA du Diois	7	19	2	28	0,7%	1,8%	0,2%	2,6%
3	Sud Grésivaudan	-62	148	-13	73	-1,8%	4,3%	-0,4%	2,1%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	36	250	-88	198	0,3%	1,8%	-0,6%	1,4%
3	CDDRA Royan Vercors	-106	53	2	-51	-3,3%	1,7%	0,1%	-1,6%
1	CDDRA du Haut Bugey	-107	-131	109	-129	-2,0%	-2,5%	2,1%	-2,4%
2	CDDRA de Saint Etienne	-536	-112	-993	-1 641	-0,9%	-0,2%	-1,7%	-2,7%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-225	-8	-187	-420	-4,4%	-0,2%	-3,9%	-8,3%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>-1 613</b>	<b>23 346</b>	<b>9 117</b>	<b>30 850</b>	<b>-0,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,0%</b>	<b>3,5%</b>

Province	-13 306	72 783	-25 631	33 846	-0,2%	1,1%	-0,4%	0,5%
----------	---------	--------	---------	--------	-------	------	-------	------

Source : D'après Urssaf

## Évolution des emplois salariés privés non présentsiels « purs »

### On remarquera :

- Tous les territoires ont enregistré une réduction de leurs effectifs salariés privés non présentsiels « purs » lors du choc récessif de 2008-2009 ;
- 10 territoires seulement ont profité d'une progression de leurs effectifs non présentsiels « purs » lors du cycle de reprise de 2009-2011 ;
- Tout de même 7 territoires ont vu leurs emplois non présentsiels « purs » progresser lors du nouveau retournement de conjoncture de 2011-2013 ;
- Au global, seulement 2 territoires, le Diois et l'Ouest Lyonnais, ont enregistré une progression de leurs effectifs non présentsiels « purs » entre 2008 et 2013.

## Évolution des emplois salariés privés des secteurs d'activité non présentsiels « purs » entre 2008 et 2013

Session IMPL	Territoire	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
4	CDDRA du Diois	-6	-6	30	18	-2,8%	-2,8%	14,6%	8,3%
3	Ouest Lyonnais	-632	634	702	704	-5,8%	6,2%	6,4%	6,4%
1	CDDRA du Parc des Bauges	-207	52	119	-36	-4,9%	1,3%	2,9%	-0,9%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	-791	440	77	-274	-4,5%	2,6%	0,4%	-1,6%
4	CDDRA Dombes	-260	132	35	-93	-4,8%	2,5%	0,7%	-1,7%
4	CU du Grand Lyon	-5 532	2 876	-222	-2 878	-3,3%	1,8%	-0,1%	-1,7%
3	CALB	-152	-74	56	-170	-2,7%	-1,3%	1,0%	-3,0%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	-58	31	-105	-132	-2,0%	1,1%	-3,6%	-4,5%
2	CDDRA du Mont Blanc	-222	87	-6	-141	-8,0%	3,4%	-0,2%	-5,1%
2	CDDRA de la CAPI	-1 121	349	-22	-794	-8,1%	2,7%	-0,2%	-5,7%
4	CDDRA Pays du Forez	-641	224	-266	-683	-5,8%	2,2%	-2,5%	-6,2%
3	CDDRA Royan Vercors	-36	-39	48	-27	-8,5%	-10,1%	13,8%	-6,4%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-179	62	-150	-267	-4,5%	1,6%	-3,9%	-6,7%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	-340	-91	-22	-453	-5,8%	-1,6%	-0,4%	-7,7%
1	CDDRA du Haut Bugey	-733	-79	-293	-1 105	-6,2%	-0,7%	-2,7%	-9,4%
2	CDDRA de Saint Etienne	-2 760	-27	-1 440	-4 227	-6,5%	-0,1%	-3,7%	-10,0%
2	CDDRA du Roannais	-1 099	166	-890	-1 823	-7,9%	1,3%	-6,8%	-13,0%
3	Sud Grésivaudan	-262	-67	-198	-527	-7,5%	-2,1%	-6,2%	-15,1%
1	CDDRA du Faucigny	-1 722	-21	-608	-2 351	-14,5%	-0,2%	-6,0%	-19,9%
3	Pays de Maurienne	-285	-292	-218	-795	-7,8%	-8,7%	-7,1%	-21,8%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>-32 255</b>	<b>4 728</b>	<b>-6 345</b>	<b>-33 872</b>	<b>-5,1%</b>	<b>0,8%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-5,3%</b>
	<b>Province</b>	<b>-177 206</b>	<b>-5 214</b>	<b>-63 530</b>	<b>-245 950</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-6,1%</b>

Source : D'après Urssaf

## Évolution des emplois salariés privés non présentsiels « mixtes »

On remarquera :

- Quatre territoires (CAPI, Forez, Ardèche Méridionale et Diois) ont enregistré une progression de leurs emplois salariés « mixtes » lors du choc récessif de 2008-2009 ;
- Seuls les territoires du Royan Vercors et du Sud Grésivaudan ont subi une diminution de leurs effectifs salariés lors de la reprise de 2009-2011 ;
- Quatre territoires ont profité d'une progression de leurs effectifs mixtes depuis 2011 : Bauges, CAPI, Mont Blanc et Grand Lyon ;
- Au global, 11 territoires ont enregistré une progression de leurs effectifs salariés privés « mixtes » entre 2008 et 2013.

## Évolution des emplois salariés privés des secteurs d'activité « mixtes » entre 2008 et 2013

Session IMPL	CDDRA	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
1	CDDRA du Parc des Bauges	-36	123	98	185	-3,8%	13,6%	9,6%	19,7%
2	CDDRA de la CAPI	439	697	123	1 259	4,9%	7,5%	1,2%	14,1%
1	CDDRA du Faucigny	-214	798	-300	284	-8,0%	32,3%	-9,2%	10,6%
3	Pays de Maurienne	-67	202	-63	72	-4,5%	14,3%	-3,9%	4,9%
3	Ouest Lyonnais	-54	316	-93	169	-1,4%	8,2%	-2,2%	4,3%
2	CDDRA du Mont Blanc	-94	127	64	97	-4,0%	5,7%	2,7%	4,2%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	-310	992	-445	237	-4,5%	15,1%	-5,9%	3,4%
1	CDDRA du Haut Bugey	-153	462	-195	114	-3,8%	11,9%	-4,5%	2,8%
4	CDDRA Pays du Forez	28	130	-86	72	0,6%	2,7%	-1,8%	1,5%
4	CU du Grand Lyon	-4 759	5 913	489	1 643	-4,1%	5,3%	0,4%	1,4%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méri.	17	399	-382	34	0,7%	15,2%	-12,7%	1,3%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	-28	33	-17	-12	-3,0%	3,7%	-1,8%	-1,3%
2	CDDRA du Roannais	-492	390	-106	-208	-8,1%	7,0%	-1,8%	-3,4%
3	CALB	-208	134	-77	-151	-5,8%	4,0%	-2,2%	-4,2%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-216	234	-126	-108	-12,2%	15,1%	-7,1%	-6,1%
4	CDDRA Dombes	-198	80	-27	-145	-10,4%	4,7%	-1,5%	-7,6%
2	CDDRA de Saint Etienne	-2 606	1 612	-751	-1 745	-11,5%	8,1%	-3,5%	-7,7%
4	CDDRA du Diois	2	1	-19	-16	1,2%	0,6%	-11,3%	-9,7%
3	CDDRA Royan Vercors	-5	-25	-51	-81	-1,4%	-7,1%	-15,5%	-22,6%
3	Sud Grésivaudan	-88	-132	-123	-343	-6,1%	-9,8%	-10,1%	-23,9%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>-17 047</b>	<b>25 321</b>	<b>-2 439</b>	<b>5 835</b>	<b>-5,0%</b>	<b>7,8%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,7%</b>
	<b>Province</b>	<b>-115 105</b>	<b>143 252</b>	<b>-67 234</b>	<b>-39 087</b>	<b>-4,6%</b>	<b>6,0%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-1,6%</b>

Source : D'après Urssaf

### 4. L'économie présentielle de production et de service

Comment lire et interpréter ces données ?

Si l'économie présentielle/de proximité reste une économie largement centrée sur des activités de service, un certain nombre de ses secteurs d'activité n'en demeurent pas moins spécialisés dans des activités de production et des activités que nous avons appelé « service de production » (par exemple les activités de réparation qui sont au départ des activités de service mais nécessitent un acte de production).

#### a. Le poids des activités préSENTIELLES de production dans l'économie des territoires

On remarquera :

- Le poids des activités préSENTIELLES de production en Rhône Alpes demeure sensiblement supérieure à celui observé en moyenne en province ;
- Seuls 7 territoires présentent une proportion en emplois préSENTIELS de production inférieure à la moyenne de province : Diois, Maurienne, Roannais, Ardèche Méridionale, CAPI, Bugey, Saint Etienne et Royan Vercors ;
- Le poids des activités préSENTIELLES de production dépasse plus d'un tiers des emplois préSENTIELS pour les Monts du Lyonnais, les Dombes, Plaine de l'Ain, le Sud Grésivaudan, l'Ouest Lyonnais et la CU du Grand Lyon.

#### Part de l'emploi salarié privé préSENTIEL de service et de production dans l'emploi salarié privé préSENTIEL en 2008 et 2013 (en %)

Session IMPL	Territoire	Emploi salarié privé préSENTIEL de service 2008	Emploi salarié privé préSENTIEL de service 2013	Emploi salarié privé préSENTIEL de service de production 2008	Emploi salarié privé préSENTIEL de service de production 2013	Emploi salarié privé préSENTIEL de production 2008	Emploi salarié privé préSENTIEL de production 2013
4	CU du Grand Lyon	50,9%	51,0%	1,0%	0,8%	48,1%	48,2%
3	Ouest Lyonnais	58,6%	58,9%	2,6%	2,3%	38,7%	38,8%
3	Sud Grésivaudan	58,3%	60,0%	2,6%	2,8%	39,0%	37,2%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	58,2%	61,0%	2,7%	2,1%	39,2%	37,0%
4	CDDRA Dombes	57,7%	61,8%	2,4%	2,5%	40,0%	35,7%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	63,6%	62,7%	3,1%	3,0%	33,3%	34,3%
1	CDDRA du Parc des Bauges	63,8%	65,0%	1,8%	1,9%	34,4%	33,1%
4	CDDRA Pays du Forez	63,2%	64,7%	2,9%	2,9%	33,9%	32,4%
2	CDDRA du Mont Blanc	70,0%	69,9%	1,1%	1,0%	28,9%	29,1%
1	CDDRA du Faucigny	69,8%	69,7%	2,0%	1,8%	28,2%	28,5%
3	CALB	64,7%	70,3%	1,7%	1,5%	33,6%	28,3%
1	CDDRA du Haut Bugey	67,2%	70,2%	3,4%	2,3%	29,4%	27,5%
4	CDDRA du Diois	72,4%	72,2%	2,0%	1,4%	25,6%	26,4%
3	Pays de Maurienne	71,1%	72,3%	1,3%	1,3%	27,6%	26,3%

2	CDDRA du Roannais	70,0%	71,4%	2,4%	2,4%	27,7%	26,2%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	71,9%	73,3%	2,2%	2,1%	25,9%	24,5%
2	CDDRA de la CAPI	74,1%	74,1%	2,3%	2,0%	23,6%	23,9%
1	CDDRA du Pays du Bugey	72,6%	74,9%	1,4%	1,6%	26,0%	23,5%
2	CDDRA de Saint Etienne	74,1%	75,8%	1,8%	1,8%	24,1%	22,4%
3	CDDRA Royan Vercors	78,8%	78,7%	1,6%	1,8%	19,6%	19,5%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>63,3%</b>	<b>63,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>35,0%</b>	<b>34,7%</b>
	<b>Province</b>	<b>70,9%</b>	<b>72,0%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>27,5%</b>	<b>26,4%</b>

Source : D'après Urssaf

## b. Le dynamisme des activités présentielles de production dans l'économie des territoires

On remarquera :

- Les secteurs d'activité présentielle de production rhônalpins ont été beaucoup plus résilients qu'en moyenne en province durant la dernière récession (+2,4 % de croissance contre une baisse de - 3,7 %) ;
- 12 territoires ont enregistré une réduction de leurs emplois salariés privés dans les secteurs d'activité présentielle de production, dont quatre de plus de 5 % : Bugey, Haut Bugey, Saint Etienne et Dombes ;
- Quatre territoires ont enregistré une progression de leurs emplois dans ces secteurs particulièrement dynamique : Diois, CAPI, Ouest Lyonnais et Monts du Lyonnais.

## Évolution de l'emploi salarié privé présentiel de production au gré des cycles de la « Grande récession » entre 2008 et 2013 (en valeur absolue et %)

Session IMPL	Territoire	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	15	83	40	138	1,2%	6,7%	3,0%	11,4%
3	Ouest Lyonnais	64	126	230	420	1,2%	2,4%	4,3%	8,1%
2	CDDRA de la CAPI	156	151	-65	242	4,6%	4,3%	-1,8%	7,1%
4	CDDRA du Diois	5	1	11	17	1,8%	0,3%	3,8%	6,0%
4	CU du Grand Lyon	-1 510	4 696	4 769	7 955	-0,9%	2,7%	2,6%	4,5%
2	CDDRA du Mont Blanc	-121	-48	348	179	-2,8%	-1,1%	8,3%	4,1%
1	CDDRA du Faucigny	-1	46	31	76	0,0%	2,2%	1,5%	3,7%
4	CDDRA Pays du Forez	-100	41	86	27	-2,0%	0,8%	1,7%	0,5%
1	CDDRA du Parc des Bauges	-64	89	-36	-11	-3,5%	5,1%	-2,0%	-0,6%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	-162	107	-37	-92	-3,2%	2,2%	-0,7%	-1,8%
3	Pays de Maurienne	-55	72	-60	-43	-2,5%	3,4%	-2,7%	-2,0%
2	CDDRA du Roannais	-190	160	-70	-100	-3,8%	3,3%	-1,4%	-2,0%
3	CDDRA Royan Vercors	-34	4	13	-17	-5,3%	0,7%	2,1%	-2,6%
3	Sud Grésivaudan	-137	107	-9	-39	-9,6%	8,3%	-0,6%	-2,7%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	-63	11	-105	-157	-1,7%	0,3%	-2,8%	-4,2%
3	CALB	-96	60	-96	-132	-3,2%	2,1%	-3,2%	-4,4%

<b>4</b>	CDDRA Dombes	-52	-20	-118	-190	-2,1%	-0,8%	-4,8%	-7,5%
<b>2</b>	CDDRA de Saint Etienne	-825	-24	-695	-1 544	-5,4%	-0,2%	-4,8%	-10,1%
<b>1</b>	CDDRA du Haut Bugey	-112	-124	57	-179	-6,7%	-7,9%	4,0%	-10,7%
<b>1</b>	CDDRA du Pays du Bugey	-124	9	-125	-240	-9,1%	0,7%	-10,1%	-17,7%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>-5 880</b>	<b>9 985</b>	<b>4 591</b>	<b>8 696</b>	<b>-1,6%</b>	<b>2,8%</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,4%</b>
	<b>Province</b>	<b>-46 375</b>	<b>22 323</b>	<b>-51 525</b>	<b>-75 577</b>	<b>-2,3%</b>	<b>1,1%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-3,7%</b>

Source : D'après Urssaf



### III. Cohésion sociale

#### 1. Une approche synthétique du niveau de précarité observé dans les territoires

##### Comment lire et interpréter ces données ?

L'approche de la précarité que nous déployons ici est centrée, de manière très synthétique, sur le niveau de précarité de la population active résidente évaluée à l'aulne de la part d'actifs en emploi à temps partiel et en contrat instable (à savoir en CDD, intérim, contrats aidés et stage/apprentissage).

##### On remarquera :

- Le degré de précarisation des conditions salariales en Rhône Alpes demeure plutôt conforme à celui observé en moyenne en province (surtout pour la stabilité des contrats) ;
- 12 territoires apparaissent marqués par une forte proportion d'actifs à temps partiel, particulièrement l'Ardèche Méridionale, Royan Vercors, le Diois... ;
- 11 territoires présentent une proportion d'actifs en contrat stable supérieure aux moyennes de comparaison ;
- 8 territoires présentent une proportion d'actifs en CDD supérieure à la moyenne, particulièrement la Maurienne, le Mont Blanc, le Diois, Royan Vercors ;
- L'Ouest Lyonnais et les Dombes présentent une très faible proportion d'actifs en CDD.

##### Part des actifs occupés salariés à temps partiel, en contrat stable et instable en 2011 (en %)

Session IMPL	CDDRA	Actifs occupés salariés 2011...					
		A temps partiel	Contrat stable (CDI & fonction publique)	CDD	Intérim	Emplois aidés	Apprentissage - Stage
3	Ouest Lyonnais	19,6%	89,3%	6,4%	1,3%	0,4%	2,6%
4	CDDRA Dombes	18,0%	88,3%	6,6%	1,6%	0,5%	3,1%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	23,4%	87,2%	7,2%	1,8%	0,5%	3,2%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	16,2%	87,0%	7,4%	2,6%	0,4%	2,6%
4	CDDRA Pays du Forez	23,0%	86,4%	8,4%	1,9%	0,9%	2,3%
1	CDDRA du Parc des Bauges	21,4%	86,4%	9,6%	1,5%	0,5%	2,1%
3	CALB	19,4%	85,9%	9,3%	1,4%	0,8%	2,6%
1	CDDRA du Pays du Bugey	17,8%	85,6%	8,5%	2,8%	0,5%	2,6%
2	CDDRA du Roannais	20,7%	85,1%	8,8%	1,9%	1,2%	3,0%
3	Sud Grésivaudan	22,2%	85,0%	9,4%	2,2%	0,8%	2,7%

2	CDDRA de la CAPI	16,7%	84,7%	8,6%	3,7%	0,6%	2,5%
4	CU du Grand Lyon	17,8%	83,9%	10,1%	2,2%	0,7%	3,0%
2	CDDRA de Saint Etienne	21,5%	83,1%	10,4%	2,6%	1,0%	3,0%
1	CDDRA du Haut Bugey	13,2%	83,0%	8,1%	6,1%	0,4%	2,4%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	24,3%	82,6%	12,5%	1,5%	1,2%	2,2%
1	CDDRA du Faucigny	13,6%	81,4%	11,3%	4,2%	0,5%	2,6%
3	CDDRA Royan Vercors	25,7%	80,2%	16,1%	0,8%	0,8%	2,2%
4	CDDRA du Diois	31,8%	78,8%	15,8%	0,3%	2,2%	2,9%
2	CDDRA du Mont Blanc	18,3%	78,0%	18,4%	1,1%	0,3%	2,1%
3	Pays de la Maurienne	20,1%	74,7%	21,4%	1,8%	0,5%	1,5%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>19,7%</b>	<b>84,6%</b>	<b>10,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,7%</b>	<b>2,7%</b>
	<b>Province</b>	<b>18,6%</b>	<b>84,6%</b>	<b>10,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,6%</b>

Source : Insee – Recensement de la population

## 2. Une analyse synthétique du fonctionnement des marchés du travail locaux

### a. L'intensité du chômage dans les territoires

#### Comment lire et interpréter ces données ?

Bien qu'imparfait au regard de la définition officielle du taux de chômage, le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active calculé à partir des données issues du recensement de la population (Insee) constitue un indicateur tout à fait pertinent (et demeure de surcroît le seul disponible à une échelle géographique inférieure à la zone d'emploi) pour évaluer l'intensité du chômage sur un territoire.

#### On remarquera :

- Le taux de chômage rhônalpin demeure sensiblement inférieur à la moyenne de province tant en 2006 que 2011 ;
- Seuls 4 territoires (Saint Etienne, Ardèche Méridionale, Haut Bugey, CAPI) en 2011 présentent un taux de chômage supérieur à la moyenne de province (il n'y en avait que 3 en 2006 : Saint Etienne, Ardèche Méridionale et Diois) ;
- Quatre territoires présentent un taux de chômage structurellement très bas (que ce soit en 2006 ou 2011) : Mont Blanc, Monts du Lyonnais, Maurienne et Ouest Lyonnais ;
- Seul le Diois a enregistré une réduction de son taux de chômage entre 2006 et 2011 ;
- 12 territoires ont enregistré une progression inférieure ou conforme de leur taux de chômage aux moyennes régionale et de province ;

- 7 territoires ont enregistré une progression de leur taux de chômage supérieure aux moyennes de comparaison (particulièrement la CAPI, le Sud Grésivaudan, le Haut Bugey, Saint Etienne et le Faucigny).

### Taux de chômage 2006 et 2011

Session IMPL	Territoire	Taux de chômage 2006	Taux de chômage 2011	Evo. Taux de chômage
2	CDDRA de Saint Etienne	12,3%	14,8%	2,5%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	13,5%	14,7%	1,3%
1	CDDRA du Haut Bugey	11,2%	13,6%	2,3%
2	CDDRA de la CAPI	11,4%	13,3%	2,0%
4	CU du Grand Lyon	11,3%	12,9%	1,6%
4	CDDRA du Diois	13,0%	12,8%	-0,3%
1	CDDRA du Faucigny	8,3%	11,8%	3,6%
2	CDDRA du Roannais	10,0%	11,3%	1,3%
3	Sud Grésivaudan	8,1%	10,3%	2,2%
3	CALB	8,8%	10,2%	1,4%
1	CDDRA du Pays du Bugey	8,2%	9,7%	1,5%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	8,1%	9,1%	0,9%
4	CDDRA Pays du Forez	7,8%	8,5%	0,7%
3	CDDRA Royan Vercors	7,1%	7,8%	0,7%
4	CDDRA Dombes	6,2%	7,2%	1,0%
1	CDDRA du Parc des Bauges	7,0%	7,1%	0,1%
3	Ouest Lyonnais	5,7%	6,7%	0,9%
3	Pays de Maurienne	5,2%	6,5%	1,3%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	5,5%	6,1%	0,6%
2	CDDRA du Mont Blanc	4,6%	5,5%	0,9%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>9,5%</b>	<b>10,9%</b>	<b>1,4%</b>
	<b>Province</b>	<b>11,7%</b>	<b>13,1%</b>	<b>1,4%</b>

Source : Insee – Recensement de la population

#### b. Le dynamisme du chômage dans les territoires

##### Comment lire et interpréter ces données ?

Les données présentées dans cette section porte sur les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A, c'est à dire les DEFM tenus d'accomplir un acte positif de recherche et qui demeurent sans emploi.

L'évolution de la demande d'emploi est ici observée sur la période 2001-2011 décomposée en 3 cycles :

- 2001-2005 : période de ralentissement macro-économique et de détérioration du marché du travail ;
- 2005-2007 : période d'amélioration du fonctionnement du marché du travail malgré une reprise macro-économique modérée ;
- 2007-2011 : cycle récessif marqué par la « Grande récession ».

**On remarquera :**

- La progression du nombre de demandeurs d'emploi entre 2001 et 2011 en Rhône Alpes a été sensiblement supérieure à la moyenne provinciale (22,1 % contre 14,1 %) ;
- Seuls 8 territoires ont enregistré une progression de leurs demandeurs d'emploi inférieure à la moyenne provinciale entre 2001 et 2011 ;
- 16 territoires ont été frappés plus lourdement qu'en moyenne par la dernière récession. Seuls le Haut Bugey, l'Ardèche Méridionale, Royan Vercors et le Roannais ont enregistré une progression moins rapide de leurs demandeurs d'emploi depuis fin 2007 ;

**Évolution des demandeurs d'emploi (catégorie A) au gré des cycles économiques entre 2001 et 2011**

Session IMPL	Territoire	2001-2005	2005-2007	2007-2011	2001-2011	2001-2005 (en %)	2005-2007 (en %)	2007-2011 (en %)	2001-2011 (en %)
3	CDDRA Royan Vercors	-45	-150	206	11	-6,1%	-21,8%	38,3%	1,5%
3	CALB	-163	-466	695	66	-7,8%	-24,2%	47,5%	3,2%
2	CDDRA de Saint Etienne	-64	-4 638	5 854	1 152	-0,3%	-25,3%	42,6%	6,3%
2	CDDRA du Mont Blanc	-169	-214	505	122	-12,2%	-17,6%	50,4%	8,8%
1	CDDRA du Parc des Bauges	-40	-559	772	173	-2,1%	-30,3%	60,2%	9,2%
4	CDDRA Pays du Forez	-160	-1 127	1 791	504	-3,4%	-25,2%	53,4%	10,9%
3	Pays de Maurienne	-173	-159	455	123	-15,8%	-17,2%	59,4%	11,2%
2	CDDRA du Roannais	-194	-901	1 763	668	-3,3%	-16,0%	37,2%	11,4%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méri.	97	-775	2 252	1 574	1,5%	-11,7%	38,4%	24,1%
3	Sud Grésivaudan	-78	-142	549	329	-6,0%	-11,7%	51,1%	25,4%
4	CDDRA Dombes	233	-515	739	457	13,9%	-26,9%	52,9%	27,2%
4	CU du Grand Lyon	6 222	-13 087	20 891	14 026	12,5%	-23,3%	48,6%	28,1%
1	CDDRA du Haut Bugey	338	-512	798	624	16,0%	-20,9%	41,1%	29,5%
3	Ouest Lyonnais	247	-561	1 224	910	11,0%	-22,5%	63,4%	40,5%
2	CDDRA de la CAPI	540	-689	1 727	1 578	15,5%	-17,1%	51,8%	45,3%
4	CDDRA du Diois	-30	-71	310	209	-6,5%	-16,5%	86,4%	45,4%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	468	-823	1 742	1 387	16,1%	-24,4%	68,3%	47,7%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	135	-193	411	353	22,2%	-26,0%	74,9%	58,2%
1	CDDRA du Faucigny	263	-330	1 081	1 014	15,1%	-16,5%	64,7%	58,3%
1	CDDRA du Pays du Bugey	265	-351	834	748	24,9%	-26,4%	85,1%	70,2%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>10 376</b>	<b>-48 456</b>	<b>85 146</b>	<b>47 066</b>	<b>4,9%</b>	<b>-21,7%</b>	<b>41,9%</b>	<b>22,1%</b>

Province	7 949	-459 980	784 029	331 998	0,4%	-20,3%	39,0%	14,7%
----------	-------	----------	---------	---------	------	--------	-------	-------

Source : Insee – Recensement de la population

### c. Profilage de la demande d'emploi

#### Comment lire et interpréter ces données ?

Les statistiques présentées dans cette section portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C :

- DEFM de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- DEFM de catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- DEFM de catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an. Leur poids dans l'ensemble de la demande d'emploi nous donne une information sur le fonctionnement du marché du travail. Lorsqu'il est élevé, cela suggère que le marché du travail est à ajustement lent, c'est-à-dire que le nombre d'entrées (emploi) et de sorties (chômage) du marché du travail est faible. La probabilité d'être à nouveau employé ayant tendance à décroître avec la durée du chômage, plus la part du chômage longue durée est élevée, plus elle peut être interprétée comme un indice de dualisation du marché du travail entre les « insiders », c'est à dire ceux qui ont un emploi, et les « outsiders », ceux qui sont au chômage. A contrario, plus le poids des chômeurs longue durée est faible, plus cela suggère que le marché du travail est à ajustement rapide : c'est-à-dire que les demandeurs d'emploi trouvent rapidement un nouveau travail, ce qui diminue mécaniquement la durée du chômage et par extension, le poids des chômeurs longue durée.

La part des demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi pour licenciement nous fournit une information sur la nature du chômage, en l'occurrence le chômage que l'on appelle de « restructuration », c'est à dire celui lié aux difficultés enregistrées par les entreprises. La part des demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi pour fin de contrat à durée déterminée nous informe également sur la nature du chômage, mais sur ce que l'on appelle le chômage de

« précarité », qui est une conséquence directe du mouvement généralisé de détérioration des conditions salariales.

**On remarquera :**

- La part des demandeurs d'emploi de longue durée en Rhône Alpes demeure sensiblement moins élevée qu'en moyenne en province ;
- Seuls quatre territoires présentent une proportion de chômeurs longue durée à la moyenne de province : CAPI, Saint Etienne, Sud Grésivaudan et Roannais ;
- La part des demandeurs d'emplois inscrits à pôle emploi pour licenciement en Rhône Alpes demeure en revanche sensiblement supérieure à la moyenne de province ;
- Neuf territoires sont marqués par une proportion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi pour licenciement inférieure à la moyenne de province ;
- La part des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi pour fin de contrat à durée déterminée en Rhône Alpes demeure elle aussi sensiblement supérieure à celle observée en province ;
- Seuls 2 territoires disposent d'une part de demandeurs emploi inscrit à Pôle emploi pour fin de contrat à durée déterminée inférieure à la moyenne : l'Ouest Lyonnais et la CU du Grand Lyon. A contrario, des territoires comme ceux du Mont Blanc, de la Maurienne, du Haut Bugey, du Faucigny, Royan Vercors et de l'Ardèche Méridionale sont marqués par un très fort chômage de précarité.

**Profilage des DEFM (catégorie ABC) en 2011 (en % de l'ensemble des DEFM cat. ABC)**

Session IMPL	Territoire	Part DEFM de longue durée	Part DEFM inscrits à pôle emploi pour licenciement	Part DEFM inscrits à pôle emploi pour fin de contrat à durée déterminée
4	CDDRA Dombes	27,8%	18,9%	33,8%
3	Ouest Lyonnais	33,6%	18,8%	31,6%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	32,5%	18,1%	36,7%
2	CDDRA de la CAPI	38,1%	17,7%	38,8%
4	CU du Grand Lyon	35,0%	16,1%	32,4%
2	CDDRA du Roannais	40,5%	15,9%	34,6%
3	CALB	30,7%	15,7%	39,1%
1	CDDRA du Parc des Bauges	31,2%	15,0%	38,5%
3	Sud Grésivaudan	40,4%	14,6%	37,7%
1	CDDRA du Faucigny	34,6%	14,4%	44,2%
1	CDDRA du Pays du Bugey	30,7%	14,3%	36,9%

4	CDDRA Pays du Forez	35,2%	13,8%	35,1%
2	CDDRA de Saint Etienne	39,5%	13,1%	34,0%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	34,5%	12,4%	34,7%
2	CDDRA du Mont Blanc	20,2%	12,1%	50,0%
1	CDDRA du Haut Bugey	28,3%	11,7%	44,9%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	37,3%	11,5%	41,1%
3	CDDRA Royan Vercors	36,3%	10,8%	43,3%
3	Pays de Maurienne	24,1%	9,8%	46,2%
4	CDDRA du Diois	35,0%	4,3%	37,3%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>34,6%</b>	<b>15,7%</b>	<b>36,0%</b>
	<b>Province</b>	<b>37,9%</b>	<b>14,0%</b>	<b>33,3%</b>

Source : Insee – Statistiques du marché du travail

### 3. Dynamique et distribution du revenu

#### a. Le dynamisme du revenu moyen par foyer fiscal durant les années 2000

##### Comment lire et interpréter ces données ?

Les données présentées dans cette section portent sur l'évolution du revenu fiscal moyen (par foyer fiscal) sur la période 1999-2010. Suite à une modification du calcul du revenu imposable (suppression de l'abattement de 20%), les données publiées à partir de l'année 2006 ne sont pas directement comparables avec la série 1999-2005.

##### On remarquera :

- La progression du revenu moyen a été plus rapide en Rhône Alpes qu'en moyenne en province entre 1999 et 2010 ;
- Sept territoires ont enregistré une progression de leur revenu plus modérée qu'en moyenne en province entre 1999 et 2010 : Haut Bugey, Faucigny, Saint Etienne, Grand Lyon, CAPI, Diois et Roannais ;
- Six territoires ont profité d'une progression extrêmement rapide de leur revenu sur la période : Mont Blanc, Royan Vercors, Parc des Bauges, Maurienne et le Sud Grésivaudan (supérieure à 70 %).

##### Montant et évolution du revenu moyen par foyer fiscal entre 1999 et 2010

Session IMPL		Revenu net imposable par foyers fiscaux en 1999 (€)	Revenu net déclaré par foyers fiscaux en 2010 (€)	Evo. 1999-2010	Evo. 1999-2010 (en %)
1	CDDRA du Haut Bugey	16 049 €	23 110 €	7 061 €	44,0%

1	CDDRA du Faucigny	16 163 €	24 677 €	8 515 €	52,7%
2	CDDRA de Saint Etienne	13 458 €	20 931 €	7 473 €	55,5%
4	CU du Grand Lyon	16 314 €	25 872 €	9 558 €	58,6%
2	CDDRA de la CAPI	13 676 €	22 376 €	8 700 €	63,6%
4	CDDRA du Diois	11 505 €	18 837 €	7 332 €	63,7%
2	CDDRA du Roannais	12 890 €	21 208 €	8 318 €	64,5%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	15 363 €	25 363 €	10 000 €	65,1%
4	CDDRA Pays du Forez	14 096 €	23 309 €	9 213 €	65,4%
4	CDDRA Dombes	16 358 €	27 212 €	10 854 €	66,4%
1	CDDRA du Pays du Bugey	12 669 €	21 258 €	8 589 €	67,8%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Méridionale	11 701 €	19 691 €	7 990 €	68,3%
3	Ouest Lyonnais	18 554 €	31 441 €	12 887 €	69,5%
3	CALB	15 676 €	26 568 €	10 893 €	69,5%
2	CDDRA du Mont Blanc	15 305 €	26 336 €	11 032 €	72,1%
3	CDDRA Royan Vercors	13 301 €	22 935 €	9 634 €	72,4%
1	CDDRA du Parc des Bauges	15 936 €	27 522 €	11 585 €	72,7%
3	Pays de Maurienne	13 108 €	22 738 €	9 630 €	73,5%
3	Sud Grésivaudan	12 431 €	21 687 €	9 256 €	74,5%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	11 958 €	21 302 €	9 344 €	78,1%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>15 017 €</b>	<b>24 886 €</b>	<b>9 869 €</b>	<b>65,7%</b>
	<b>Province</b>	<b>13 501 €</b>	<b>22 246 €</b>	<b>8 744 €</b>	<b>64,8%</b>
	<b>France</b>	<b>14 682 €</b>	<b>23 780 €</b>	<b>9 098 €</b>	<b>62,0%</b>

Source : Insee – Statistiques du marché du travail

#### b. La distribution des revenus fiscaux par unité de consommation par décile

##### Comment lire et interpréter ces données ?

##### *Les revenus fiscaux*

Le revenu fiscal correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Il ne correspond pas au revenu disponible. Le revenu fiscal comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage (hors RSA).

Le revenu fiscal est ventilé en quatre grandes catégories :

- les revenus salariaux ;
- les revenus des professions non salariées (bénéfices) ;
- les pensions, retraites et rentes ;
- les autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine).

Le revenu fiscal est exprimé suivant trois niveaux d'observation :

- l'unité de consommation ;



- le ménage ;
- la personne.

Les données présentées ici portent sur l'unité de consommation.

### ***L'unité de consommation***

L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

### ***Les déciles***

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus :

- le premier décile (noté généralement D1) est le revenu au-dessous duquel se situent 10 % des revenus ;
- le neuvième décile (noté généralement D9) est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus.

Le premier décile est, de manière équivalente, le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus ; le neuvième décile est le salaire au-dessus duquel se situent 10 % des revenus.

### ***L'indice de Gini : un indicateur d'inégalités de revenu***

L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de revenus (de niveaux de vie, de salaire...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

### ***Représentation des données***

Ces données n'étant pas systématiquement disponibles à l'échelle du périmètre stricte des territoires qui nous intéressent et compte tenu de leur caractère non additionnel (il n'est pas possible d'additionner les revenus médians des communes d'un CDDRA pour connaître le revenu médian de celui-ci), nous avons dû les produire à des échelles particulières, notamment à des échelles infra-territoriales (les EPCI constitutifs du territoire le plus souvent).

Dans un souci de lisibilité, les données peuvent être directement consultées dans le tableau Excel joint à la note. Lorsque les cases sont colorisées en rouge, cela signifie que la situation du territoire est défavorable au regard à la fois de la moyenne régionale et de province (par exemple le niveau de revenu du 1<sup>er</sup> décile demeure inférieur ou le niveau d'inégalités supérieur). Lorsqu'elle est en blanc, que le territoire se situe dans une situation intermédiaire au regard de la moyenne régionale et de province (un niveau de revenu inférieur à la moyenne régionale et supérieure à la moyenne de province). Enfin, lorsqu'elle est en vert, cela signifie que le territoire profite d'une situation plus favorable qu'en moyennes à l'échelle régionale et de province.

## Annexe I – Liste des secteurs d'activité classés comme « mixte »

### Liste des secteurs d'activité « mixtes »

Secteur d'activité (NAF5)	Classification Sphère Insee initiale
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	Non présenteielle
Activités de soutien aux cultures	Non présenteielle
Chasse, piégeage et services annexes	Non présenteielle
Sylviculture et autres activités forestières	Non présenteielle
Exploitation forestière	Non présenteielle
Services de soutien à l'exploitation forestière	Non présenteielle
Transformation et conservation de la viande de boucherie	Non présenteielle
Transformation et conservation de la viande de volaille	Non présenteielle
Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	Non présenteielle
Transformation et conservation de pommes de terre	Non présenteielle
Préparation de jus de fruits et légumes	Non présenteielle
Autre transformation et conservation de légumes	Non présenteielle
Transformation et conservation de fruits	Non présenteielle
Fabrication de lait liquide et de produits frais	Non présenteielle
Fabrication de beurre	Non présenteielle
Fabrication de fromage	Non présenteielle
Fabrication d'autres produits laitiers	Non présenteielle
Fabrication de glaces et sorbets	Non présenteielle
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	Non présenteielle
Cuisson de produits de boulangerie	Présentielle
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Présentielle
Pâtisserie	Présentielle
Fabrication de cidre et de vins de fruits	Non présenteielle
Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Non présenteielle
Imprégnation du bois	Non présenteielle
Fabrication de placage et de panneaux de bois	Non présenteielle
Fabrication de parquets assemblés	Non présenteielle

Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Non présenteielle
Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	Non présenteielle
Reliure et activités connexes	Non présenteielle
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Non présenteielle
Fabrication d'huiles essentielles	Non présenteielle
Fabrication de verre plat	Non présenteielle
Façonnage et transformation du verre plat	Non présenteielle
Fabrication de verre creux	Non présenteielle
Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	Non présenteielle
Fabrication de carreaux en céramique	Non présenteielle
Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite	Non présenteielle
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	Non présenteielle
Fabrication d'autres produits céramiques	Non présenteielle
Fabrication de chaux et plâtre	Non présenteielle
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	Non présenteielle
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	Non présenteielle
Fabrication de coutellerie	Non présenteielle
Fabrication de serrures et de ferrures	Non présenteielle
Fabrication de moules et modèles	Non présenteielle
Fabrication de meubles de cuisine	Non présenteielle
Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur	Non présenteielle
Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	Non présenteielle
Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	Non présenteielle
Réparation d'ouvrages en métaux	Non présenteielle
Réparation de machines et équipements mécaniques	Non présenteielle
Réparation de matériels électroniques et optiques	Non présenteielle
Réparation d'équipements électriques	Non présenteielle
Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	Non présenteielle
Installation de machines et équipements mécaniques	Non présenteielle

<i>Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels</i>	Non présente
<i>Construction de maisons individuelles</i>	Présente
<i>Construction d'autres bâtiments</i>	Présente
<i>Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis</i>	Non présente
<i>Entreposage et stockage frigorifique</i>	Non présente
<i>Entreposage et stockage non frigorifique</i>	Non présente
<i>Portails Internet</i>	Non présente
<i>Activités des marchands de biens immobiliers</i>	Présente
<i>Location de logements</i>	Présente
<i>Location de terrains et d'autres biens immobiliers</i>	Non présente
<i>Agences immobilières</i>	Présente
<i>Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier</i>	Présente
<i>Activités juridiques</i>	Non présente
<i>Activités comptables</i>	Non présente
<i>Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion</i>	Non présente
<i>Activités d'architecture</i>	Non présente
<i>Activité des géomètres</i>	Non présente
<i>Ingénierie, études techniques</i>	Non présente
<i>Contrôle technique automobile</i>	Non présente
<i>Activités des agences de publicité</i>	Non présente
<i>Activités photographiques</i>	Non présente
<i>Traduction et interprétation</i>	Non présente
<i>Activité des économistes de la construction</i>	Non présente
<i>Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers</i>	Non présente
<i>Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de camions</i>	Non présente
<i>Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de machines et équipements agricoles</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de machines et équipements pour la construction</i>	Non présente

<i>Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique</i>	Non présente
<i>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.</i>	Non présente
<i>Activités des agences de placement de main-d'œuvre</i>	Non présente
<i>Activités des agences de travail temporaire</i>	Non présente
<i>Autre mise à disposition de ressources humaines</i>	Non présente
<i>Activités de sécurité privée</i>	Non présente
<i>Activités liées aux systèmes de sécurité</i>	Non présente
<i>Activités d'enquête</i>	Non présente
<i>Nettoyage courant des bâtiments</i>	Non présente
<i>Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel</i>	Non présente
<i>Désinfection, désinsectisation, dératisation</i>	Non présente
<i>Autres activités de nettoyage n.c.a.</i>	Non présente
<i>Services d'aménagement paysager</i>	Non présente
<i>Services administratifs combinés de bureau</i>	Non présente
<i>Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau</i>	Non présente
<i>Organisation de foires, salons professionnels et congrès</i>	Non présente
<i>Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.</i>	Non présente
<i>Activités de soutien à l'enseignement</i>	Non présente
<i>Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques</i>	Non présente
<i>Réparation de meubles et d'équipements du foyer</i>	Non présente

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee

Annexe II – Évolution de l'emploi salarié privé des secteurs d'activité présentielle de service entre 2008 et 2013

Évolution de l'emploi salarié privé présentiel de service au gré des cycles de la « Grande récession » entre 2008 et 2013 (en valeur absolue et %)

Session IMPL	Territoire	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013	2008-2009	2009-2011	2011-2013	2008-2013
3	CALB	323	597	437	1 357	5,6%	9,8%	6,5%	23,4%
4	CDDRA Dombes	158	82	164	404	4,3%	2,2%	4,2%	11,1%
4	CDDRA Plaine de l'Ain	181	451	44	676	2,4%	5,9%	0,5%	9,1%
3	Ouest Lyonnais	209	263	193	665	2,7%	3,3%	2,3%	8,5%
4	CDDRA Pays du Forez	121	507	89	717	1,3%	5,3%	0,9%	7,6%
2	CDDRA des Monts du Lyonnais	8	72	77	157	0,3%	3,1%	3,2%	6,8%
2	CDDRA de la CAPI	223	128	271	622	2,1%	1,2%	2,5%	5,9%
1	CDDRA du Parc des Bauges	108	158	-81	185	3,2%	4,6%	-2,2%	5,5%
2	CDDRA du Roannais	382	270	51	703	3,0%	2,1%	0,4%	5,5%
3	Sud Grésivaudan	74	18	12	104	3,5%	0,8%	0,5%	4,9%
3	Pays de Maurienne	131	185	-61	255	2,3%	3,2%	-1,0%	4,5%
4	CU du Grand Lyon	209	5 441	2 668	8 318	0,1%	2,9%	1,4%	4,4%
1	CDDRA du Pays de l'Ardèche Mérid.	110	226	11	347	1,1%	2,2%	0,1%	3,3%
2	CDDRA du Mont Blanc	34	-44	339	329	0,3%	-0,4%	3,2%	3,1%
4	CDDRA du Diois	0	30	-11	19	0,0%	3,7%	-1,3%	2,4%
1	CDDRA du Faucigny	-103	74	144	115	-2,0%	1,5%	2,8%	2,2%
1	CDDRA du Haut Bugey	-78	16	47	-15	-2,0%	0,4%	1,2%	-0,4%
2	CDDRA de Saint Etienne	8	-124	-319	-435	0,0%	-0,3%	-0,7%	-0,9%
3	CDDRA Royan Vercors	-75	46	-38	-67	-2,9%	1,8%	-1,5%	-2,6%
1	CDDRA du Pays du Bugey	-104	-76	-52	-232	-2,7%	-2,1%	-1,4%	-6,1%
	<b>Rhône Alpes</b>	<b>2 037</b>	<b>15 453</b>	<b>8 202</b>	<b>25 692</b>	<b>0,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,9%</b>
	<b>Province</b>	<b>15 529</b>	<b>53 473</b>	<b>17 468</b>	<b>86 470</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,7%</b>

Source : D'après Urssaf

## Contact

**Votre contact** : Olivier Portier

*Péniche Joeta*  
26 Quai Georges Gorse  
92 100 Boulogne Billancourt

Mob : 06 63 19 0 6 79

Mail : [olivier.portier@opconsultant.com](mailto:olivier.portier@opconsultant.com)

